

Suivi des évaluations de besoins – Juin 2014

République centrafricaine



1. Introduction

Ce rapport présente les résultats d'un exercice de collecte et d'analyse d'un corpus de rapports d'évaluations des besoins humanitaires, effectuées en République centrafricaine depuis décembre 2013.

Il a pour objectif de renforcer la compréhension qu'ont les acteurs humanitaires de la crise en RCA, au travers des éléments suivants:

- Une analyse du paysage des évaluations des besoins humanitaires.
- Une identification des contraintes à ces évaluations.
- Des pistes de travail permettant de renforcer ces pratiques et de minimiser ces contraintes.

Ce SdE ne couvre pas l'ensemble des informations disponibles et nécessaires à l'analyse de la crise. Il concerne l'évaluation des besoins humanitaires sur une période donnée, du 1^{er} décembre 2013 à fin juin 2014. Il n'est donc pas exhaustif des autres évaluations menées préalablement, ni de la littérature produite sur la RCA et sa crise, comme les rapports thématiques ou d'analyse. Le présent rapport et ses recommandations doit en outre être lu à la lumière de l'annexe 1 «limites méthodologiques».

Contexte de la crise

La Centrafrique est une crise oubliée depuis des décennies où les indicateurs dépassent souvent les seuils d'urgence.

La crise que le pays traverse depuis 2012 a bouleversé sensiblement la lecture de la situation. A une urgence chronique liée au faible développement du pays et à l'activité de milices étrangères et de différents groupes criminels, s'est superposée une crise politique et civile sur fond identitaire.

Les acteurs humanitaires sur le terrain ont vu soudainement le volume des besoins augmenter. Cela s'est accompagné d'un retour à des méthodes d'intervention d'urgence et à l'augmentation du personnel en capitale puis progressivement sur le terrain. La coordination humanitaire a également dû s'adapter à cette nouvelle situation et s'est renforcée avec le passage au niveau 3 d'urgence. Les clusters se sont développés mais la compréhension de la situation humanitaire sur le terrain a parfois été brouillée par des difficultés dans le partage d'information entre acteurs et par la situation sécuritaire empêchant un accès régulier aux populations affectées.

Les phases traditionnelles de déroulement des évaluations ont donc été perturbées en conséquence.

Figure 1 Niveau et séquence standard de mesure des besoins en fonction de l'évolution de la crise

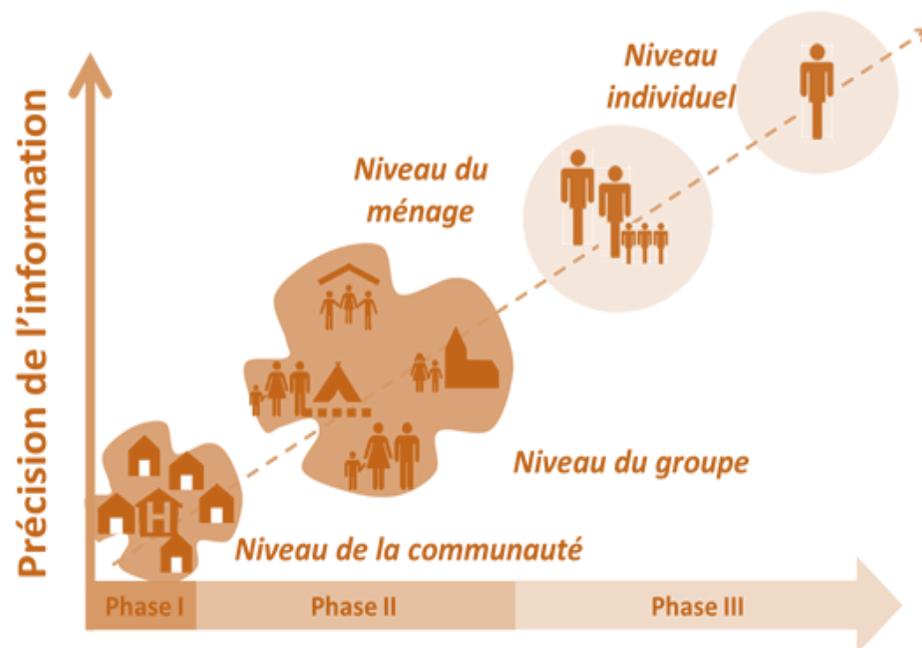
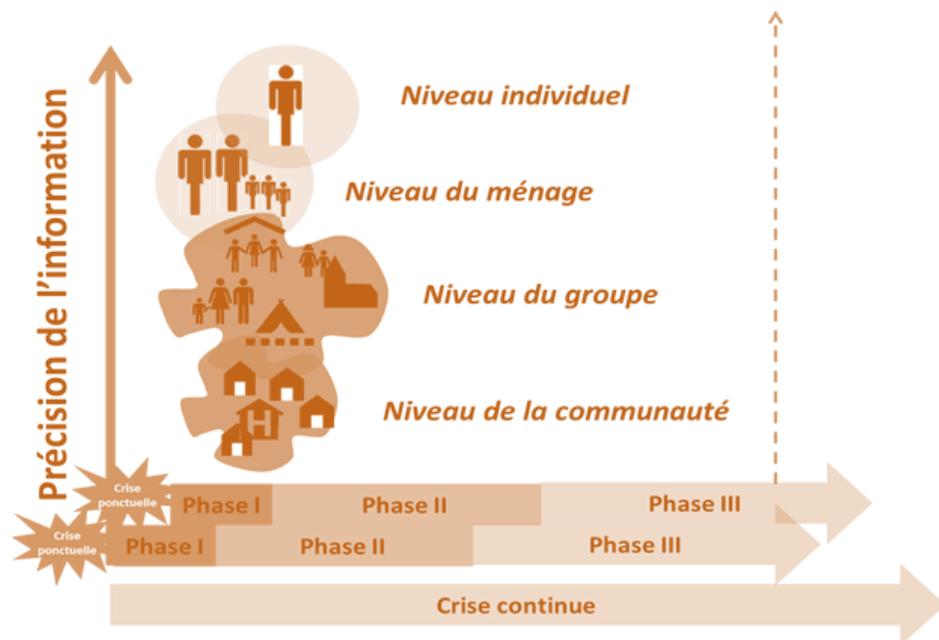


Figure 2 Niveau et séquence des évaluations de besoins en RCA



La situation centrafricaine s'est caractérisée par des crises multiples qui se chevauchent. Les types de réponses humanitaires, d'urgence ou de plus long terme, se superposent également. Dans telle préfecture une ONG continue à traiter des problèmes chroniques liés à la crise continue qui existaient avant le conflit de fin 2012. Dans telle autre, parfois aux mêmes endroits, une ONG met en œuvre des programmes d'urgence pour des déplacés. La lecture de la situation et le travail d'évaluation sont donc rendus plus difficiles et requièrent une approche adaptée à ce type de crise.

Information existante sur les besoins humanitaires : état des lieux

Il existe aujourd'hui des difficultés à savoir dans quelle mesure l'information sur les besoins humanitaires existe, mais plus encore si elle est fiable. Il est tout aussi difficile de connaître les sources de l'information utilisée. Une importante compilation de documents a été faite par OCHA dans une bibliothèque accessible en ligne

(<http://sdr.ocharowca.info/SearchDocument.php>) ainsi que sur le site de *Humanitarian Response CAR* (<https://car.humanitarianresponse.info/fr>).

Malgré cela les difficultés persistent pour les raisons suivantes :

- Difficulté de localiser une information particulière au sein de l'information existante, nécessitant un important travail d'archiviste et de bibliothécaire.
- Profusion de documents aux méthodologies variées, répondant à des objectifs différents et sur des crises diverses (Cf. figure 2).
- Pérennité de l'information remise en cause par la dynamique de crise, très volatile, complexe et mouvante.
- Rotation très importante du personnel humanitaire, perte des connaissances et difficulté de capitalisation.
- Manque d'analyse de fond régulièrement remise à jour (profilage de crise, suivi et évolution des chiffres et de projections dans le temps).

La qualité de l'information recueillie est également questionnable, notamment :

- Est-elle utilisable et fiable ?
- Comment et par qui a-t-elle été collectée ?
- Est-elle encore d'actualité ?
- Est-elle comparable avec d'autres jeux de données existantes et suffisantes pour pouvoir effectuer une analyse globale ?

Le suivi des évaluations

Le suivi des évaluations permet d'identifier ce qui existe mais aussi, et de façon tout aussi importante, ce qui n'existe pas. C'est également un précieux outil d'analyse permettant de se projeter et de déterminer quelles informations devront être collectées dans le futur. Dans un premier temps il permettra de répondre aux questions suivantes:

- Qui sait quoi, où et sur quel groupe de population affectée ?
- Quelles sont les caractéristiques des évaluations qui ont été menées, et quelle crise adressent elles ?
- Le travail d'évaluation est-il mené en continu ?

- Evolue-t-il vers une meilleure fiabilité de l'information et permet-il d'améliorer la qualité de l'aide apportée aux populations ?
- Quelle recherche de terrain doit être menée dans le futur et dans quel but ?

Afin de répondre à ces questions Acaps a décidé de travailler avec les acteurs de terrain, ceux qui récoltent les données primaires et qui sont la source de l'information. Ce travail de suivi des évaluations, adapté à la crise en RCA et aux besoins spécifiques des acteurs humanitaires, est pensé comme un outil de support aux organisations humanitaires dans leur soutien aux populations centrafricaines. Il permet également d'appuyer la prise de décisions concernant les stratégies d'évaluation futures, et être un outil au service de la coordination humanitaire.

2. Définition et objectifs

Le Suivi des Evaluations consiste en un exercice de collecte et d'analyse des diagnostics menés par les organisations humanitaires récoltant des données primaires, considérées comme la source la plus fiable d'information pour la compréhension de la crise et de ses conséquences sur les populations centrafricaines. Ses résultats sont présentés dans ce rapport sous forme graphique et cartographique.

Le SdE vise avant tout à dépasser certains problèmes comme la rotation des ressources humaines et le manque de capitalisation.

Objectif du SdE:

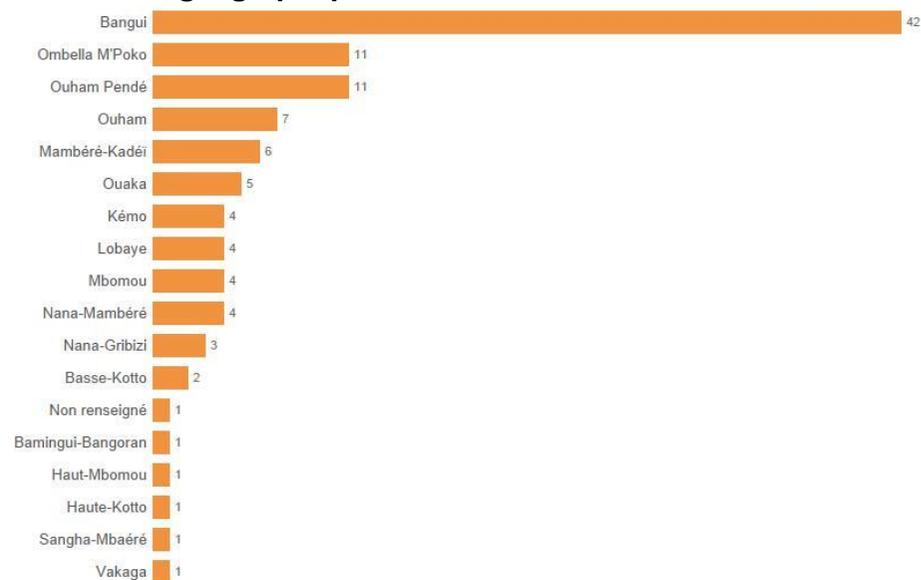
Identifier, compiler et analyser le travail de diagnostic des acteurs humanitaires en RCA depuis décembre 2013, et disséminer ses conclusions, afin :

- De permettre une lisibilité partagée et améliorée de la crise et de ses conséquences.
- Faciliter l'identification des gaps en information dans le suivi des populations et le déploiement des acteurs humanitaires.

- Proposer une meilleure coordination des évaluations et un partage des informations au niveau national et entre acteurs humanitaires.
- Permettre une meilleure lecture des méthodes et outils d'évaluation, faciliter leur partage et leur harmonisation.

3. Résultats

Couverture géographique des évaluations



- Près de 40 % des évaluations concernent la sous-préfecture de Bangui.
- Les préfectures d'Ombella M'Poko et d'Ouham Pendé sont celles qui concentrent hors Bangui le plus d'activité d'évaluation. Cela correspond à un axe nord-ouest vers la frontière tchadienne et le Cameroun.
- Les préfectures du nord-est et de l'est du pays sont les moins évaluées ainsi que Sangha-Mbaéré.

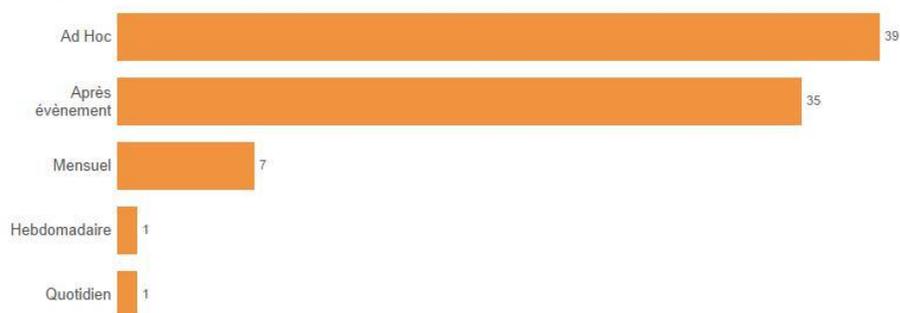
Problèmes liés à la couverture géographique :

- Concernant les préfectures les moins évaluées, les connaissances situationnelles et de terrain sont principalement opérationnelles et

dépendent des individus et organisations. Elles sont donc très sensibles aux changements de situation et à la rotation du personnel.

- La disparité des évaluations entre l'Est et l'Ouest du pays peut renforcer le sentiment d'abandon de certaines populations.
- La faible couverture des évaluations de besoin et le manque de mise à jour régulière de l'information rendent pratiquement impossible tout travail de priorisation au niveau national. A ce jour, il est impossible de dire si la sévérité de la situation humanitaire sur Vakaga est inférieure ou supérieure à celle d'Ouham Pendé.

Fréquence et temporalité des évaluations



- 9 évaluations sur 83 sont mensuelles, hebdomadaires ou quotidiennes et correspondent à du suivi de situation. Elles concernent les sites de PDIs de Bangui, le suivi de protection (cas de violences, hotline) et le suivi du prix des denrées sur les marchés.
- Près de 90 % des évaluations sont ad hoc ou événementielles.¹

Problèmes liés à la fréquence des évaluations :

- Il y a une absence de suivi et de mise à jour régulière de la situation humanitaire hors Bangui (en dehors du suivi des activités des organisations de terrain).

¹ Une évaluation est événementielle quand elle est systématiquement déclenchée par un événement particulier. C'est le cas par exemple du RRM qui est déclenché dès qu'un mouvement de population est observé.

- La crise étant dynamique, le manque de suivi régulier rend l'information obsolète très rapidement. La plupart des décisions stratégiques et programmatiques risquent donc d'être basées sur une réalité et des chiffres qui ont déjà changé plusieurs fois.

Nombre d'évaluations de besoins Décembre 2013- Juin 2014

Nombre d'incidents de sécurité Dec-May 2014

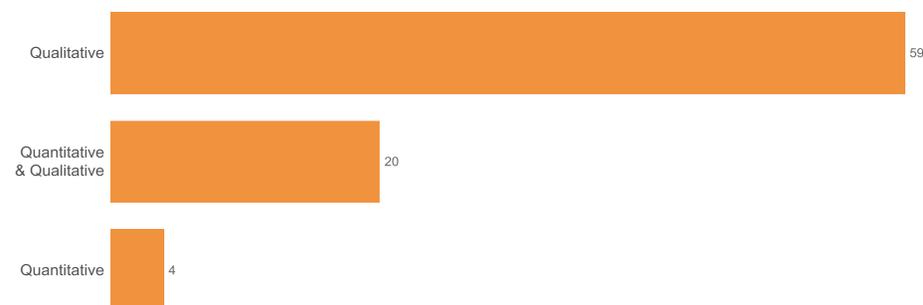


Nombre d'évaluations de besoins Dec-Mai 2014



Le lien entre les incidents de sécurité répertoriés (OCHA, déc. 2013 – mai 2014) et le déclenchement des évaluations est en général cohérent. Suite à un pic d'insécurité, les déplacements de populations s'ensuivent et les évaluations également. Depuis fin janvier 2014, évaluation et insécurité sont globalement liées, ce qui démontre une bonne réactivité des acteurs humanitaires en général.

Méthodes d'évaluations



- 59 sur 83 évaluations ont récolté des informations qualitatives principalement par des entretiens avec des informateurs clefs et par de l'observation directe.
- 24 évaluations sur 83 se sont faites avec des méthodes quantitatives ou mixtes, renforcé par :
 - De nouvelles méthodes mixtes RRM depuis mars 2014 (précédemment qualitative).
 - Le monitoring, notamment protection.
- La sous-préfecture de Bangui ne comprend que 2 évaluations quantitatives ou mixtes ou mixtes alors qu'elle concentre près de 40 % des évaluations menées depuis décembre 2013.
- Le monitoring des sites de PDIs de Bangui est qualitatif.

Problèmes liés à la méthode:

- Les problèmes de sécurité et d'accès peuvent expliquer les difficultés de déploiement d'équipes d'évaluation mais l'exemple de Bangui, où l'approche des populations est souvent plus aisée, montre qu'ils ne justifient pas à eux seuls le retard dans le passage à une phase d'évaluation systématisée et quantitative au niveau des ménages.
- De manière globale, la collecte de données est faite au niveau communautaire. Six mois après la déclaration d'une crise de niveau L3, le processus d'évaluation n'a pas suivi une évolution vers un mode de collecte plus représentatif.

- Il n'existe pas de méthode ou approche établie et acceptée par tous dans le processus, les outils et la coordination des évaluations sur le terrain.

Couverture sectorielle et géographique des évaluations

Préfecture	Abris & NFI	CCCM	EHA	Santé	Sécu alim	Education	Protection	Sécurité	Logistique	Nutrition	Moyens de subsistance
Bangui	31	41	30	24	26	6	6	8	1	1	8
Ouham Pendé	25	25	25	31	25	26	10	3	3	3	0
Ombella M'Poko	25	14	15	14	15	8	7	3	3	3	0
Ouham	11	11	11	11	11	12	5	5	5	5	0
Ouaka	7	7	8	8	8	9	0	0	0	0	0
Nana-Mambéré	5	5	5	5	5	6	2	1	1	1	0
Nana-Gribizi	1	1	3	3	3	4	0	0	0	0	0
Kémo	3	2	2	2	2	3	0	0	0	0	0
Lobaye	1	2	1	1	1	2	2	2	1	0	0
Mambéré-Kadéï	1	1	1	2	2	2	1	0	0	0	1
Mbomou	2	1	1	1	1	2	0	0	0	0	0
Non renseigné	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bamingui-Bangor..	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Basse-Kotto	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Haut-Mbomou	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Haute-Kotto	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Sangha-Mbaéré	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Vakaga	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0

Etat des lieux :

- De manière générale les évaluations sectorielles ont très peu couvert les préfectures suivantes :
 - Bamingui-Bangoran
 - Basse-Kotto
 - Haute-Kotto
 - Ouaka
 - Sangha-Mbaéré
 - Kakaga
 - Mbomou
 - Haut-Mbomou
- Les données relativement homogènes pour les secteurs de base (« Abris & NFI », « Sécurité alimentaire » et « EHA ») viennent du fait que la plupart des évaluations menées sont multisectorielles.
- Très peu d'informations sont disponibles dans les évaluations récoltées sur la situation nutritionnelle des populations. Ceci doit être tempéré par

le manque de transmission des données médicales et nutritionnelles de MSF et d'autres acteurs en nutrition comme Save the Children ou IMC.

- La protection est peu représentée car l'information doit être interprétée à la lumière des limitations de la base de données SdE. En effet la protection est généralement suivie au niveau de la préfecture par certains acteurs (monitoring, hotline). La protection est donc plus et mieux suivie que les chiffres ne le laissent entendre.
- L'éducation a été évaluée au niveau national par le cluster et on peut estimer que, malgré les possibles biais dû à une collecte d'information à distance, c'est certainement un des domaines où l'information est la mieux connue et la plus représentative.
- Les informations concernant la santé ne peuvent être interprétées sans l'apport des informations des ONG médicales qui assurent la plus grande partie des services de santé et du suivi médical des populations.

Problèmes liés à la couverture géographique des évaluations sectorielles:

- La couverture des évaluations sectorielles indique clairement deux groupes distincts de préfectures, le moins couvert étant l'Est du pays, qui ne fait l'objet de presque aucune attention en termes d'évaluation.
- La couverture géographique des évaluations sectorielles est insuffisante. A l'exception du cluster éducation, toute priorisation inter-préfecture sera biaisée par effet de sélection.
- Ceci signifie qu'il n'est pas possible de mettre en lumière les secteurs et les zones prioritaires d'intervention au niveau national.

Couverture des groupes de population affectés

	Déplacés	Résidents	Retournés	Réfugiés
Ouham Pendé	34	26	18	0
Bangui	48	9	4	0
Ombella M'Poko	12	23	19	0
Ouham	12	11	10	0
Ouaka	9	7	6	0
Non renseigné	0	6	6	0
Mambéré-Kadéï	6	5	1	0
Nana-Mambéré	7	3	2	0
Mbomou	4	4	3	0
Kémo	3	4	3	0
Lobaye	3	4	1	0
Nana-Gribizi	2	4	2	0
Basse-Kotto	2	2	1	0
Bamingui-Bangor..	1	1	1	0
Haut-Mbomou	1	1	1	0
Haute-Kotto	1	1	1	0
Sangha-Mbaéré	1	1	1	0
Vakaga	1	1	1	0

Etat des lieux :

- En dehors de Bangui on constate une homogénéité des groupes de population évalués comprenant déplacés, résidents et retournés. Le fait que les retournés soient moins représentés s'explique par des évaluations lancées après les crises à des moments où les déplacés ne sont pas encore rentrés dans leurs villages.
- Il n'y a pas, en dehors de Bangui, d'évaluation qui a concerné une catégorie particulière de population.
- A Bangui les évaluations concernent très majoritairement les déplacés. Les populations résidentes ou hôtes sont trop peu prises en compte.

Problèmes liés à la couverture des groupes affectés:

- Le fait que des évaluations spécifiques ciblant les retournés en dehors de Bangui n'aient pas été faites peut indiquer un manque d'évaluation quantitative et spécifique pour connaître les conditions particulières que doivent affronter ces populations et différencier les types de programmes en fonction.
- A Bangui, les évaluations ne ciblent pas suffisamment les PDIs en famille d'accueil. Les conditions humanitaires auxquelles doivent faire face ce groupe de population sont méconnues et/ou sous-estimées.

4. Leçons apprises et bonnes pratiques

L'analyse des données indique que certaines pratiques d'évaluation ont permis d'obtenir des données cruciales pour la compréhension des besoins humanitaires :

- Certaines organisations ont enclenché le passage à des méthodes quantitatives (de la qualification des problèmes à leur quantification).
- Des évaluations spécifiques sont en cours comme l'évaluation des sites de PDIs de Bangui pour l'obtention de données désagrégées et une estimation plus précise du nombre global de PDIs sur la capitale.
- Les données récoltées par standard téléphonique auprès d'interlocuteurs clefs ont donné des résultats encourageants. Ceci peut aider à pallier aux complexités d'accès et soutenir le suivi continu des indicateurs humanitaires.

5. Recommandations

Recommandations générales

Replacer la méthode comme fondement de l'action peut permettre de mieux appréhender la crise et sa réponse : le profil de la crise (instabilité, dynamisme, frontière mouvantes, etc.) implique des difficultés de planification et de suivi de la situation. Afin de limiter le manque de lisibilité, il est essentiel de développer une stratégie d'évaluation adaptée au contexte RCA.

Après des mois de crise, **les méthodes d'évaluation doivent évoluer à trois niveaux** :

- Au niveau de **la fonction**: Il faut distinguer les évaluations qui doivent informer les décisions stratégiques (dispositifs légers d'évaluations multisectorielles renseignant et mettant à jour régulièrement la sévérité et les priorités au niveau des différentes préfectures et sous-préfectures) et celles qui doivent informer les programmes et les opérations (évaluations sectorielles plus détaillées permettant de dimensionner des projets).
- Au niveau de la **précision** : orienter les évaluations vers de la collecte quantitative et représentative au niveau des ménages dans les localités ou sites qui ne subissent pas de changement rapide de situation.
- Au niveau de la **coordination**: adopter une approche coordonnée des évaluations de besoins et promouvoir le partage d'information entre acteurs. Pour cela il faut travailler à l'harmonisation des outils d'évaluation et leur acceptation par l'ensemble des partenaires, et établir un groupe de travail autour de ces thématiques.

Il est également important de **définir le processus d'analyse** (qui, quand et à quelle fréquence) des résultats des évaluations menées. Afin de rendre pertinent le partage de l'information et de permettre ainsi une réponse mieux adaptée, mieux coordonnée et plus efficace, l'analyse doit être considérée comme une étape importante aussi bien au niveau de l'évaluation qu'au niveau de l'interprétation de l'ensemble des ressources disponibles. En cela des réunions ad hoc et des documents clefs, tel le SdE et les analyses de données secondaires, doivent être définis et planifiés.

Il est important de mieux **croiser les informations sur les déplacements** de population au niveau régional. Afin de mieux comprendre les mouvements de population et leur profil depuis le début de la crise il est important de trianguler les informations récoltées au niveau régional. Pour cela il faut connaître précisément le profil des populations réfugiées dans les pays avoisinants la Centrafrique et en parallèle s'assurer de l'évaluation correcte des populations déplacés dans et hors Bangui à un niveau le plus représentatif possible.

Recommandations spécifiques pour un meilleur suivi des évaluations de besoins en RCA.

- En tenant compte des contraintes sécuritaires et d'accès, il est souhaitable de viser une couverture géographique plus exhaustive en matière d'évaluation afin d'accéder à une compréhension globale de la situation.
- Veiller à une cohérence de terminologies entre toutes les organisations en matière d'évaluation ainsi que sur les divisions administratives officielles.
- Ainsi les rapports d'évaluations mais aussi les outils de collecte doivent systématiquement comporter les informations suivantes :

- Date de début de l'évaluation
- Date de fin de l'évaluation
- Date du rapport
- Liste des localités et lieux visités: région/préfecture/sous-préfecture/commune/arrondissement-village/ quartier-lieux
- Liste des groupes visités : Déplacés, retournés, etc.

- Tout rapport d'évaluation doit comporter une partie sur la méthode utilisée et ses limites.
- Un effort important doit être fait pour que les évaluations sur les sites de PDIs de Bangui soient systématiquement quantitatives et représentatives. Des évaluations à Bangui sur les PDIs en famille d'accueil et populations hôtes doivent être menées.
- Un outil d'évaluations et de suivi des populations de PDIs hors Bangui doit être élaborés et mis en œuvre.
- Des outils d'évaluations harmonisées et/ou jointes doivent être développés afin de planifier plus largement l'évaluation des besoins humanitaires sur la province centrafricaine.
- Un dispositif léger de collecte de données au niveau préfecture ou sous-préfecture doit être développé et mis en œuvre afin de pouvoir prioriser entre divisions administratives, groupes et secteurs, remis à

jour de façon régulière et interprété en utilisant les données secondaires disponibles.

- Capitaliser systématiquement les bonnes pratiques d'évaluation. Ainsi le travail de standard téléphonique doit être encouragé et régulièrement évalué pour un suivi régulier et continu de la situation humanitaire en province.
- Il est nécessaire de capitaliser sur les informateurs clefs afin de diversifier les sources, trianguler et améliorer la qualité de l'information récoltée.
- Assurer un échange régulier d'information sur l'évaluation des besoins, qui inclue les acteurs opérationnels en RCA et ainsi permettre une vision partagée des évaluations en cours, et de capitaliser sur le retour d'expérience et d'améliorer les méthodes appliquées.
- Poursuivre de manière régulière le travail de suivi des évaluations afin de mesurer les progrès accomplis

ANNEXE 1 - Limites méthodologiques

Représentativité: Le document ne compile pas les évaluations d'un nombre exhaustif d'organisations. Mais celles qui y sont intégrées en sont représentatives par leur nombre, les différents secteurs couverts mais aussi par le volume opérationnel qu'elles représentent. Par contre le manque de certaines évaluations et suivis, comme par exemple le suivi épidémiologique ou nutritionnel de MSF, biaise certaines analyses notamment dans le domaine médical. L'apport des évaluations RRM de mai et juin 2014 a fait progresser le ratio d'évaluation quantitative des besoins mais la représentativité peut être questionnée par le faible retour des autres acteurs humanitaires sur leurs évaluations couvrant la même période.

Période couverte et compréhension du contexte : Le rapport ne couvre que les évaluations effectuées à compter de décembre 2013, et à ce titre ne prétend pas à une compréhension exhaustive de la crise centrafricaine. Il n'a donc pas pour vocation d'exprimer l'état des connaissances globales de la crise. Certaines évaluations très complètes existent préalablement à décembre 2013 et restent pertinentes et nécessaires à la compréhension de certains enjeux humanitaires. Ainsi certaines évaluations détaillées de sécurité alimentaire sont un complément nécessaire à l'analyse des problèmes présents dans ce domaine. Il existe aussi de nombreux rapports thématiques et d'analyse qui sont nécessaire à la compréhension générale, comme un rapport récent de l'International Crises Group sur le pastoralisme. Nous nous limitons donc dans le SdE au domaine des évaluations des besoins sur une période déterminée avec toutes les limites que cela comporte.

La qualité de l'information: Le rapport ne fait pas de distinction qualitative entre les évaluations collectées, malgré d'importantes variations en termes de qualité et de densité d'information au sein de ces évaluations. Cela signifie qu'une évaluation est classée au même rang qu'elle soit représentative (ex : évaluation quantitative au niveau des ménages) ou qu'elle soit de nature qualitative (ex : visite de terrain et observation de

quelques heures). Ainsi les rapports produits, et donc les informations disponibles, sont de nature très différente. Le SdE ne permet pas de juger la qualité d'information disponible. Il permet de donner des recommandations générales sur cette disparité et met en lumière les manques.

Choix de classification : Sans rentrer dans le détail, certains choix ont dû être faits concernant le classement des évaluations afin d'éviter que les informations soient faussées.

- Ex1 : la nutrition n'a pas été prise en compte dans le secteur couvert par l'évaluation si elle n'a pas fait l'objet d'une méthode clairement identifiée ou se référant à des informations fiables (relevé épidémiologique etc...)
- Ex2 : certaines évaluations ne mentionnant aucune méthode appliquée, même la plus qualitative, ont dû être classées à l'appréciation d'Acaps.

Information manquante: Elles ne sont pas prises en compte (évaluation à venir, rapports non fournis...). Certains villages évalués n'ont pu être trouvés dans la liste fournie par OCHA des divisions administratives de la RCA et ne seront donc pas représentés sur les cartes, ce qui explique certaines différences de chiffres entre les cartes et les graphiques.

Représentativité géographique: Les cartes par secteur, par populations cibles et par localités marquent les divisions administratives visitées mais ne représentent pas les évaluations ciblant un niveau géographique plus général comme la préfecture ou la sous-préfecture.

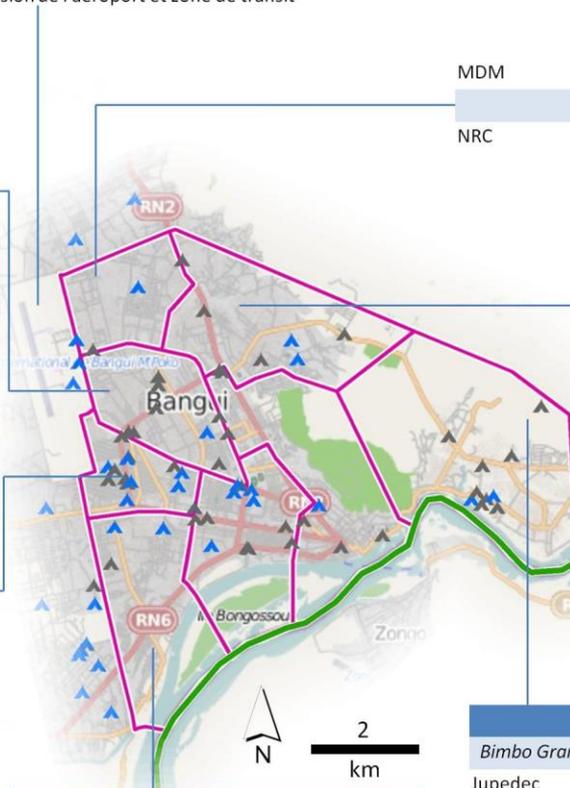
Qui a évalué quoi et où? (décembre 2013-avril 2014)



Aéroport M'poko	
PU-AMI	Dynamique de déplacements: IDPs de M'Poko 1
Coopi	Evaluation rapide, site de l'aéroport, Bangui
PU-AMI	Enquête CAP Initiale "pratiques liées à l'eau/hygiène/assainissement"
	Enquête de situation générale
	Evaluation multisectorielle Mars 2014 Site Mpoko
	Evaluation rapide de la situation des sites IDPs pendant les pluies 1
	Evaluation rapide de la situation des sites IDPs pendant les pluies 2
	Evaluation rapide, zone d'extension de l'aéroport et zone de transit

Bangui 5e	
<i>Bangui Mpoko</i>	
Acted	RRM: éval des PDI's église Elimes, Bangui Mpoko, 5ème arrondissement
<i>Malimaka</i>	
MDM	Evaluation du centre de santé de Malimaka
<i>Mosquée OumouMumbarak Ba</i>	
Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines
<i>PK5 - Mosque Mali Maka</i>	
Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines
<i>Autres évaluations</i>	
Cluster Wash	Evaluation wash des 8ème et 5ème arr de Bangui

Bangui 3e	
<i>Mosquée Ali Babolo + PK5 - Ecole Islamique/coranique Nasraddin</i>	
Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines
<i>Mosquée centrale</i>	
Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines
<i>Mosquée Rue Madou</i>	
Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines
<i>PK5</i>	
ACF	RRM: diagnostic des IDPs PK5, Bangui



Bangui 6e	
<i>Petovo</i>	
MDM	Evaluation du centre de santé de Petovo

Bangui 8e	
<i>Gabaladja</i>	
ACF	RRM: ACF-diagnostic IDP de St Bernard/BoyRabe, St JeanGalabadja et St PierreGobongo

Gobongo	
ACF	RRM: ACF-diagnostic IDP de St Bernard/BoyRabe, St JeanGalabadja et St PierreGobongo
MDM	Evaluation du centre de santé de Gobongo

Autres évaluations	
NRC	Evaluation initiale moyen de subsistance, Bangui 8ème arr

Bangui 4e	
<i>Boy Rabe</i>	
ACF	RRM: ACF-diagnostic IDP de St Bernard/BoyRabe, St JeanGalabadja et St PierreGobongo
	RRM: diagnostic des PDI's Lycée AMA, Boy Rabé, Bangui
Jupedec	Evaluation rapide des déplacés à Bangui

Gobongo	
Jupedec	Evaluation rapide des déplacés à Bangui

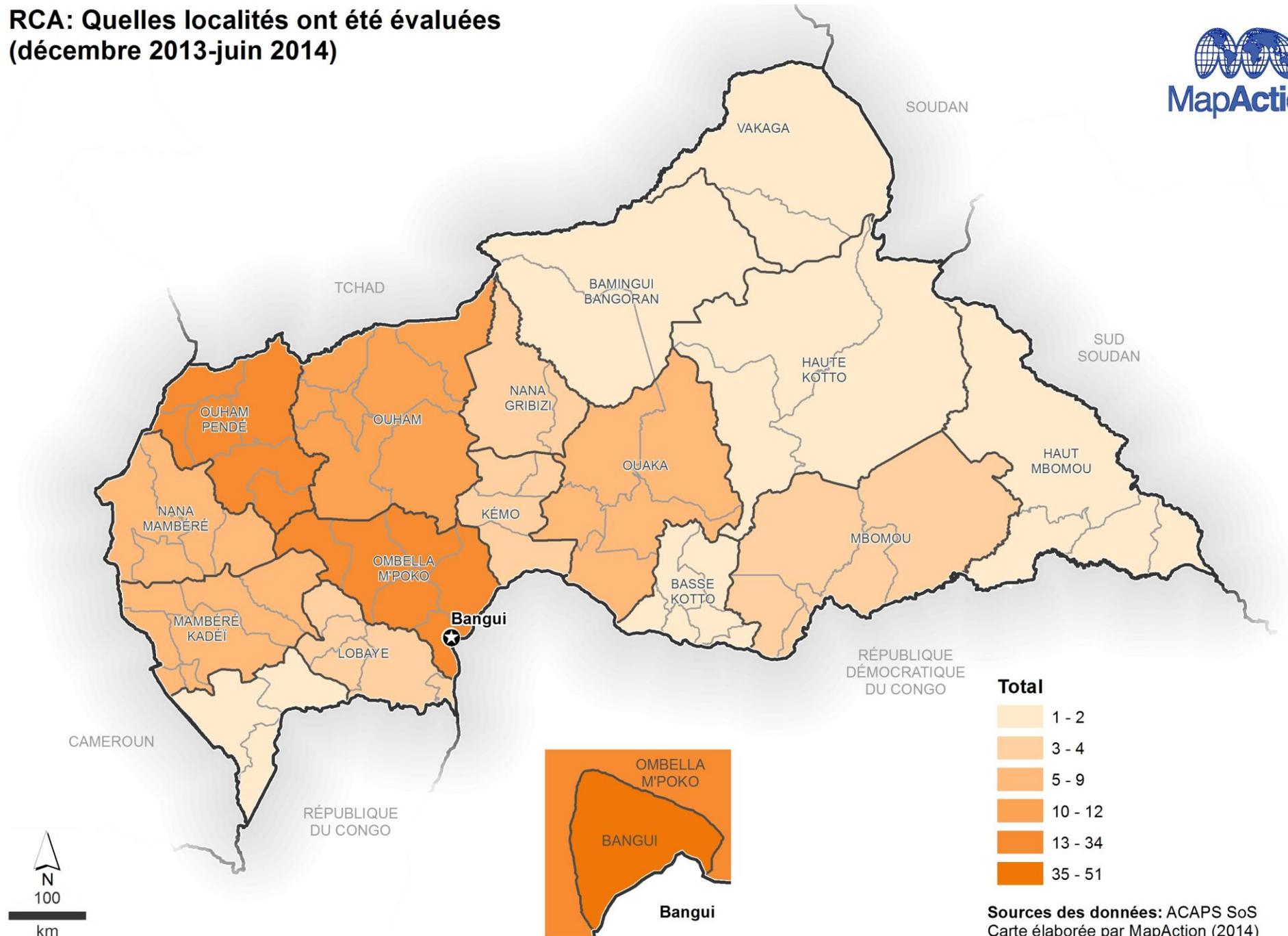
Roy Rabe	
Acted	RRM:éval des PDI's à St Bernard / Boy Rabe, Bangui

Bangui 7e	
<i>Bimbo Grand séminaire et Saint Marc de Bimbo</i>	
Jupedec	Evaluation rapide des déplacés à Bangui
<i>Ouango, St Paul</i>	
Coopi	Evaluation rapide, site de l'aéroport, Bangui

Bangui					
<i>Apôtres de Jésus Crucifié / Centre de santé PadrePio</i>		<i>Lycée Ama</i>		<i>Tous les sites PDI</i>	
Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines	Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines	IOM	Evaluation des intentions de retour des déplacés, Bangui
<i>Begoua PK12</i>		<i>Mission carmel</i>		Evaluation facilitation des sites de déplacés de Bangui	
Jupedec	Evaluation rapide des déplacés à Bangui	Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines	Evaluation profil des sites de déplacés de Bangui	
<i>Bimbo, Carmel</i>		<i>Mosquée PK 13 (Bégoa)</i>		<i>Begoua PK13</i>	
Jupedec	Evaluation rapide des déplacés à Bangui	Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines	ACF	RRM: diagnostic des IDPs du site de St Charles de Luwanga
<i>Bimbo, Padre Pio</i>		<i>Saint Antoine de Padoue</i>		<i>Autres évaluations</i>	
Jupedec	Evaluation rapide des déplacés à Bangui	Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines	ACF	Bulletin information: monitoring de suivi des prix du marché, Bangui
<i>Ceca (siège Caritas)</i>		<i>Saint Charles Luanga</i>			
Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines	Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines		
<i>Centre de formation Les capucins</i>		<i>Saint Jacques de Kpetene</i>			
Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines	Solidarités	Evaluation rapide shelter/douche/latrines		

Sources des données: SIGCAF, ACAPS SoS
Carte élaborée par MapAction (2014)

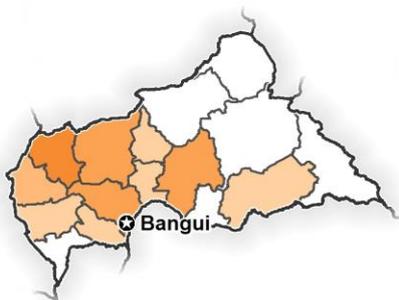
RCA: Quelles localités ont été évaluées (décembre 2013-juin 2014)



RCA: Quels sont les secteurs évalués (décembre 2013-juin 2014)



Abris & NFI



CCCM



Education



EHA



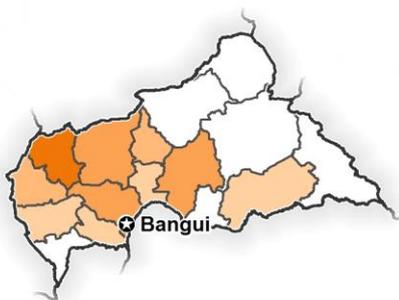
Logistique



Nutrition



Protection



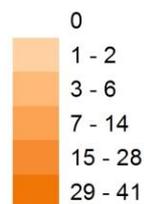
Santé



Sécu alim



Nombre d'évaluations



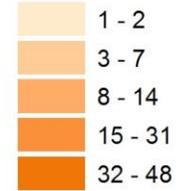
Sources des données: SIGCAF, ACAPS
Carte élaborée par MapAction (2014)



RCA: Quelles populations ont été évaluées (décembre 2013-juin 2014)



Nombre d'évaluations



Sources des données: ACAPS SoS
Carte élaborée par MapAction (2014)

